



La lettre de Clotilde Valter

Députée de la 3^e circonscription du Calvados



Éditorial

Une priorité : l'emploi, l'emploi, l'emploi !

Madame, Monsieur,

Face à la crise que nous traversons, le Président de la République a fixé un cap : **l'emploi, l'emploi et l'emploi**. Le Gouvernement doit aussi rétablir les finances publiques, la dette ayant doublé en dix ans la dette de notre pays.

Depuis mai 2012, la situation a évolué dans le bon sens :

- 1) dès juin 2012, François Hollande a obtenu de nos partenaires une **politique de croissance** au sein de l'**Union Européenne** ;
- 2) le gouvernement s'est attaqué à la **dette publique**, pour libérer notre pays de l'emprise des marchés et nous redonner des marges de manœuvre budgétaires ;
- 3) nous avons fait le pari de l'investissement et de l'innovation pour nos entreprises avec le **Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi** ;
- 4) parce que nous voulons une société plus juste et plus solidaire, nous avons jeté les bases d'une **réforme fiscale** et engagé la **modernisation** de nos **services publics**.

Le Président a fixé un objectif : **inverser la courbe du chômage**. Les dispositifs en vigueur commencent à porter leurs fruits : emplois d'avenir, contrats de génération, Banque publique d'investissement, loi bancaire, Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, loi de sécurisation de l'emploi. Ils produiront tous leurs effets avec le retour progressif de la croissance.

De grands chantiers ont été ouverts pour **préparer l'avenir de notre pays** : la refondation de l'école, la transition énergétique, la réforme de notre système de santé, la réforme des retraites...

La tâche qui nous attend est difficile. Elle réclame du courage, de la constance, pour laisser aux réformes le temps de porter leurs fruits et un esprit collectif. Le gouvernement et la majorité parlementaire ont le devoir de réussir le redressement de notre pays et de construire un avenir meilleur pour la France.

Vous pouvez compter sur moi
Clotilde VALTER

« Le Président a fixé un objectif : inverser la courbe du chômage. » »



L'action du Gouvernement : redressement, emploi, justice, avenir

Un budget 2014 pour la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat

- Il poursuit le désendettement de la France (baisse des dépenses);
- Il poursuit le relèvement de l'appareil productif ;
- Il soutient le pouvoir d'achat (désindexation du barème de l'impôt sur le revenu et décote supplémentaire pour les ménages modestes). En 2014, près d'1Md€ sera ainsi restitué aux ménages.

Les députés socialistes ont proposé au Gouvernement qui les a acceptées trois mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages pour un total de 1,5Md€ :

- augmentation de 4 % du revenu fiscal de référence (exonération d'impôts : taxe d'habitation, taxes foncières, contribution pour l'audiovisuel) ;
- baisse de la TVA sur les travaux de rénovation énergétique à 5,5 % ;
- maintien de la réduction d'impôt pour frais de scolarité.

Assurer la pérennité de notre système de retraite par répartition

Nous avons un problème démographique avec le départ en retraite des générations d'après-guerre et l'allongement de l'espérance de vie. Le déficit sera de 20,7 Md€ en 2020.

Cette réforme partage les efforts entre les générations. Elle est **JUSTE** car accorde des droits nouveaux :

- un compte pénibilité créé dès 2015 permettra à plus de 3 millions de personnes d'avancer leur départ en retraite (2 ans maximum) ;
- de meilleures retraites pour les femmes ;
- un tarif préférentiel de rachat de trimestres d'études pour les jeunes.

Enfin, dès juin 2012, le Président de la République a tenu son engagement de rétablir la retraite à 60 ans pour les salariés qui ont eu une carrière longue.

› POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez les 101 raisons de faire confiance à la gauche et le document bilan du groupe à l'adresse suivante :
http://clotildevalter.fr/?page_id=2393

La santé pour tous

Avec une loi en 2014 donnant la priorité à la prévention et à l'organisation des soins pour garantir l'égal accès de tous – surtout des plus fragiles – et lutter contre la désertification médicale.

Une loi pour le logement

Avec deux mesures phares : la **garantie universelle des loyers** et l'**encadrement des loyers**.

La refondation de l'école

- Après la suppression par la droite de 80 000 postes en 5 ans : **création de 60 000 postes** d'ici 2017, rétablissement d'une véritable formation pour les personnels et création de 18 000 emplois d'avenir professeur d'ici 2015 ;
- **Priorité donnée à l'école primaire** : développement de la scolarisation des moins de trois ans, « plus de maîtres que de classes », numérique dans les écoles et lutte contre le décrochage scolaire ;
- La réforme des rythmes éducatifs.

Une loi d'avenir pour l'agriculture qui abordera...

- La performance économique et environnementale des filières agricoles et agroalimentaires ;
- La protection des terres agricoles et le renouvellement des générations (installation des jeunes) ;
- La politique de l'alimentation et la performance sanitaire ;
- L'enseignement agricole ;
- Le renforcement de la filière bois.



Agir à l'Assemblée au sein de la commission des affaires économiques

J'ai travaillé :

- comme rapporteure de la proposition de loi pour reconquérir l'économie réelle (septembre 2013);
- comme rapporteure pour avis sur la loi créant la banque publique d'investissement (BPI) (novembre 2012) ;
- comme rapporteure pour avis sur le budget de l'économie sociale et solidaire (octobre 2013) ;
- comme responsable du groupe SRC pour la loi bancaire (février 2013) ;
- comme responsable du groupe SRC sur une partie de la loi sur la consommation (mai 2013).

J'ai participé à la commission d'enquête sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie. Je suis membre de la mission de suivi de l'accord entre l'État, les organisations syndicales et Arcelor Mittal, et de la commission d'enquête Good Year.



Donner le primat à l'économie réelle sur les excès de la finance

La proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle veut protéger à la fois les entreprises et les salariés avec deux dispositifs :

- la **reprise de sites** afin de favoriser chaque fois que possible la reprise de sites rentables pour préserver l'activité économique, l'emploi, les savoir-faire et nos territoires ;
- la **protection de nos entreprises** à l'égard d'opérations purement financières motivées par un bénéfice immédiat.

> Retrouvez sur www.clotildevalter.fr mon intervention dans l'hémicycle sur ce sujet et le dossier complet

bpifrance

La Banque publique d'Investissement au service du redressement économique et de l'emploi

La BPI est un outil au service des TPE, PME et des entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Elle accompagne les entreprises à chacune des étapes de leur développement : création, transmission, innovation, recherche, exportation...

> Retrouvez plus d'informations sur les sites www.clotildevalter.fr et www.bpi.fr

L'Économie sociale et solidaire (ESS), secteur clé de notre économie avec 2,36 M de salariés

Le projet de loi ESS donne les moyens à ce secteur de se moderniser et de se développer.

La loi bancaire au service du financement de l'économie

Le secteur bancaire doit être au service du financement de l'économie et non l'inverse. **La loi bancaire sépare strictement les opérations spéculatives des activités utiles à l'économie.** Les banques doivent supporter elles-mêmes les risques sur les opérations purement financières.

La loi bancaire protège également les consommateurs en mettant fin aux pratiques abusives comme le plafonnement des commissions d'intervention.

> Retrouvez sur www.clotildevalter.fr mon intervention dans l'hémicycle sur ce sujet

La loi consommation

Cette loi renforce la prévention contre le surendettement, assainit les relations entre les producteurs, les transformateurs et la grande distribution...

> Retrouvez plus d'informations sur www.economie.gouv.fr/loi-consommation

Engagée pour le Calvados

La bataille pour l'emploi des jeunes avec les emplois d'avenir

100 000 jeunes bénéficieront d'un emploi d'avenir fin 2013. En Basse-Normandie, l'objectif fixé (1 492) est déjà rempli.

Saint-Pierre-sur-Dives, Mézidon, Lisieux, La Vespière, Livarot, Orbec, Saint-Martin-de-la-Lieue et la CDC de l'Orbiquet ont recruté des emplois d'avenir ainsi que la concession FORD Claude Fournis à Lisieux (2 emplois) et GRAINDORGE à Livarot (5).

Je salue l'engagement et la détermination des élus, des chefs d'entreprises qui offrent à des **jeunes, sortis du système scolaire sans qualification**, des perspectives d'avenir et une formation.



Défendre l'hôpital public

Notre région va bénéficier d'un nouveau CHU à Caen, autour duquel il faut renforcer les structures hospitalières publiques, de recours (Lisieux) ou de proximité (Falaise) pour donner plus de cohérence et de force à l'ensemble du dispositif. L'hôpital Robert-Bisson accueillera bientôt la 2^e IRM de Lisieux soit un investissement de 2 M€.

- > COMMENT J'EXERCE MON MANDAT ?
- > QUELLE EST MON ÉQUIPE ?

Retrouvez toutes ces informations sur la page dédiée de mon site Internet : www.clotildevalter.fr

La mobilisation pour notre école

Orbec, Cambremer, Mézidon, Fervaques, Falaise, Bretteville-sur-Laize et Saint-Pierre-sur-Dives : j'ai tenu au printemps dernier 7 réunions publiques pour présenter la **refondation de l'école**.

Des échanges très riches ont permis à tous, élus, parents, personnels de l'éducation nationale, militants associatifs et citoyens, de mieux mesurer les enjeux de cette réforme pour l'avenir de notre pays et pour nos territoires.

La **réforme des rythmes scolaires** mobilise depuis le début de l'année élus, personnels de l'Éducation nationale et parents d'élèves. Les CDC de la Vallée d'Auge et de Cambremer, les communes de Saint-Pierre-sur-Dives et Falaise se sont engagées résolument dès 2013 dans l'intérêt de notre jeunesse.

Le Gouvernement a **dégagé des moyens importants pour l'éducation** : pour l'académie de Caen, alors même que nous perdons plus de 900 élèves pour le 1^{er} degré, 76 postes ont été créés.

La ligne Paris Normandie, priorité nationale

La LNPN figure parmi les 9 priorités retenues par le Gouvernement. La section de Paris à Mantes, la plus coûteuse et la plus importante pour assurer la réduction du temps de trajet de Paris à Caen, Rouen, Le Havre, Cherbourg et Lisieux va être engagée. C'est une belle victoire pour les élus et les acteurs économiques normands, une formidable nouvelle pour l'avenir de la Normandie.

Enfin, une nouvelle sortie de l'A 13 vers Lisieux

Après des années, les élus et les acteurs économiques ont obtenu une nouvelle sortie de l'autoroute A 13 vers Lisieux. Les travaux ont démarré et la mise en service est prévue pour la fin de l'année 2014.

A la découverte de l'Assemblée nationale !

Depuis juillet 2012, plus de 480 habitants de la circonscription sont venus à l'Assemblée nationale : le Réseau lexovien d'échanges et de savoirs, le lycée Victorine Magne de Lisieux, le Groupement des Industriels lexoviens, le collège de Potigny, le collège Jacques Prévert de Saint-Pierre-sur-Dives, le collège Fernand Léger de Livarot, le collège Michelet de Lisieux, le comité de jumelage de Potigny, le conseil municipal de Magny-la-Campagne, le conseil municipal junior de Lisieux... De nouvelles visites sont d'ores et déjà organisées pour 2013-2014.

Permanence parlementaire
26, avenue Victor Hugo
14 100 Lisieux
Tél. : 02 31 62 99 51
clotildevalterdeputee@orange.fr

Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 40 63 93 46
cvalter@assemblee-nationale.fr

 @ClotildeVALTER

 Clotilde Valter est sur Facebook

www.clotildevalter.fr

